

Paris, le 10 septembre 2023

Monsieur le Président de la République,

Lors d'un entretien à l'hebdomadaire Le Point le 23 août dernier, vous avez annoncé « une initiative politique d'ampleur » ayant pris la forme des « Rencontres de Saint-Denis » auxquelles vous nous avez conviés mercredi 30 août dernier.

Avec le Président du Sénat, Gérard Larcher, nous y avons répondu par respect pour nos institutions et soucieux de préserver la pérennité du débat public.

Nous l'avons fait avec sincérité mais non sans scepticisme.

Cette initiative que vous avez voulu porter seul est – à ce stade – relativement décevante par sa méthode et par son ampleur.

Lors de cet entretien, je vous ai formulé des propositions très précises. Nous attendons désormais, au-delà d'un simple compte rendu de réunion, la suite que vous entendez leur réserver concrètement avec un calendrier précis. Il est temps de passer de la parole aux actes concrets, l'état du pays et la situation de nos compatriotes ne sauraient supporter un énième exercice de communication, auquel Les Républicains refusent de se plier.

Dans cette perspective, quatre points nous paraissent incontournables : la crise du pouvoir d'achat qui n'épargne aucun Français, l'insécurité qui gangrène tous nos territoires, l'immigration de masse qui menace notre civilisation et la libération de la presse et des médias de l'emprise de certains idéologues.

### **La crise du pouvoir d'achat**

Du fait de l'augmentation des prix de l'alimentation (26% depuis janvier 2022), du carburant (13,5% pour le gazole et 10% pour le SP 95 depuis janvier 2022) et de l'énergie (l'électricité augmente de 27% sur un an avec les deux hausses successives des tarifs réglementés en février et août dernier), beaucoup de nos concitoyens se trouvent aujourd'hui confrontés à d'immenses difficultés pour se nourrir, se loger ou se déplacer. Tout simplement pour vivre.

Nous souhaitons la baisse rapide des prélèvements obligatoires sur les ménages, gagée sur une réduction sans précédent de la dépense publique, afin de redonner du souffle aux Français, et tout particulièrement – par la baisse des charges et la hausse des salaires – aux Français qui travaillent.

.../...

*Monsieur Emmanuel MACRON  
Président de la République française  
Palais de l'Élysée  
55, rue du Faubourg-Saint-Honoré  
75008 PARIS*

Nous demandons la baisse des taxes sur les carburants par la diminution de la TVA ou de la TICPE. L'État s'enrichit sur le dos des Français à mesure que le prix de l'énergie s'envole. Cet argent doit être restitué aux Français, non pas sous la forme de ristournes temporaires et coûteuses mais de façon pérenne en baissant les taxes.

Nous voulons la sortie du marché européen de l'électricité et la fin anticipée de l'ARENH pour atteindre un prix de vente équivalent au coût de production de l'électricité produite par EDF.

### **L'insécurité**

Nous n'avons pas oublié cette guérilla urbaine d'une semaine et son milliard d'euros de dégâts. Nous n'avons pas oublié les centaines de mairies, commissariats ou gendarmeries qui ont été attaqués. Nous n'avons pas oublié les 800 membres des forces de l'ordre blessés, les 2 500 bâtiments dévastés et les 12 000 véhicules brûlés. Nous n'avons pas oublié ces enfants de 10 ou 12 ans qui, en pleine nuit, projetaient des cocktails Molotov sur la police ou sur leur école. Les Français qui souffrent quotidiennement de l'insécurité ne veulent plus que leurs impôts financent ceux qui brûlent et pillent.

Nous voulons le rétablissement de l'ordre dans nos rues et la restauration de l'autorité. Celle de l'État et des forces de l'ordre, celle des professeurs et des maîtres d'école et celle, surtout, des parents.

Nous souhaitons la remise en vigueur de la loi dite « Ciotti » que j'avais faite voter en 2010, supprimée par Monsieur Hollande et qui prévoyait la suppression des allocations familiales aux parents d'élèves défaillants, dispositif qui serait étendu aux parents de mineurs délinquants.

Nous voulons la fin de l'impunité et le rétablissement des peines-planchers.

Nous demandons la mise en œuvre d'une peine minimale dès le premier délit pour sanctionner les atteintes et les outrages à ceux qui portent un uniforme de la République : nos policiers, nos gendarmes ou nos pompiers, qui se trouvent tous les jours en première ligne face à l'explosion de violence que connaît notre pays.

Nous demandons la mise en place d'un plan d'urgence de construction immédiate de places de prisons en utilisant les bâtiments militaires désaffectés ou encore plus efficacement, des structures modulaires installées dans les cours des établissements pénitentiaires actuels.

### **L'immigration de masse**

Notre pays subit depuis trop longtemps une immigration de masse qui submerge nos capacités d'assimilation. Près de 500 000 étrangers sont entrés légalement en France en 2022, sans compter les plusieurs centaines de milliers de clandestins qui sont présents dans notre pays.

Ce n'est qu'au sein d'un nouveau cadre constitutionnel que des ajustements législatifs ordinaires pourraient avoir une portée utile. En conséquence, **nous demandons que la proposition de loi constitutionnelle portée par Les Républicains, et déposée à l'Assemblée nationale et au Sénat en termes identiques, soit prioritairement examinée puis soumise à référendum, dans les conditions prévues à l'article 89 de notre Constitution.**

.../...

Nous souhaitons une instauration de plafonds migratoires votés par le Parlement, pour chaque motif d'admission, avec un principe simple : dès que le plafond est atteint, plus personne n'est autorisé à pénétrer sur notre territoire pour un de ces motifs.

Nous demandons aussi une politique ferme d'expulsion par l'exécution des OQTF : il est incompréhensible et inacceptable que des taux d'exécution aussi bas que 5,6% sur le premier semestre 2021 soient réalisés. Cela nourrit une défiance légitime sur l'efficacité des politiques publiques, qu'il faut combattre de toute urgence.

De plus, le dépôt des demandes d'asile doit se faire à la frontière ou dans des centres consulaires à l'étranger où il sera statué sur la possibilité de laisser entrer sur notre territoire ou non les demandeurs d'asile. Cela permettra de sécuriser d'une part les migrants eux-mêmes, qui n'auront pas à traverser dans des conditions dangereuses la Méditerranée, mais aussi à nous économiser le coût des moyens mobilisés pour la reconduite à la frontière de ceux que nous choisissons de refuser. En 2022, ce sont 156 000 premières demandes d'asile et demandes de réexamen qui ont été formulées dans notre pays. Elles ont été rejetées dans 60% des cas, ce qui fait autant de personnes qui ne sont pas présentes de manière légitime sur notre territoire.

Par ailleurs, lors de notre entretien, j'avais insisté sur la nécessité de mettre fin aux privilèges dont bénéficie l'Algérie en dénonçant les accords de 1968 et d'échanger à nouveau avec nos alliés marocains aujourd'hui durement frappés par un tremblement de terre.

Enfin, nous souhaitons réinstaller un dialogue entre les rives de l'Europe et de l'Afrique avec la refondation de l'Union pour la Méditerranée afin de relever, ensemble, les défis migratoires à venir.

### **La liberté de la presse et des médias**

Dans l'intérêt supérieur de la démocratie et du pluralisme, il est fondamental de préserver la liberté et l'indépendance de la presse et des médias. Nous observons une tendance préoccupante où certains médias semblent être noyautés par une gauche dogmatique et hermétique, mettant en péril l'équilibre et la diversité de notre information. Il est essentiel que tous les courants de pensée soient représentés de manière équilibrée, garantissant ainsi une information complète et diverse pour tous les Français.

Certaines menaces formulées à l'encontre des médias cassant le monopole de la pensée unique nous préoccupent au plus haut point. D'autant que, lors de cette réunion, vous avez semblé être réceptif à l'expression de ces menaces par les partis de la NUPES.

Nous vous redisons notre attachement au droit de chaque individu à une information libre et indépendante. Il est le socle d'une démocratie saine et éclairée. Il est impératif de le garantir afin de préserver l'intégrité de notre société et de permettre à chaque citoyen de forger sa propre opinion en toute connaissance de cause.

\* \*  
\*

.../...

Les défis que la France doit relever sont nettement établis.

Nos positions sont clairement connues. Nos textes sont prêts. Nos propositions sont crédibles, responsables, chiffrées et pertinentes juridiquement.

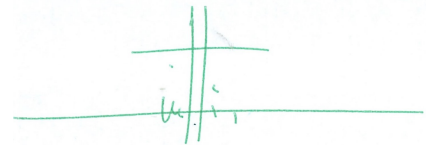
Elles sont sur l'établi, il vous appartient aujourd'hui d'agir.

La Cinquième République nous a été léguée par le Général de Gaulle afin que, jamais la France ne s'immobilise dans l'impuissance : les leviers pour sortir de la crise existent et n'attendent que d'être actionnés.

Votre initiative doit nécessairement se prolonger dans le cadre de nos institutions car les grandes questions qui touchent à l'intérêt national ne sauraient être traitées au cours d'échanges informels *ad hoc*.

La France ne doit pas s'enfermer dans l'illusion du mouvement, savamment scénarisée à grands renforts de communication : seule l'action peut permettre son redressement.

Dans l'attente de votre (ré)action, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma haute considération.



**Éric CIOTTI**